



## PONT BRAZZAVILLE-KINSHASA

# Une étape cruciale franchie



Jean Jacques Bouya et Elysée Munembwe Tamukumwe signant l'accord

En marge du forum sur les investissements en Afrique, tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, les deux Congo ont conclu un accord pour le financement, la construction, l'exploitation et la main-

tenance du pont route-rail entre Brazzaville et Kinshasa. D'un coût estimé à cinq cent-cinquante millions de dollars, soit environ trois cent-trente milliards FCFA, ce projet parrainé par la Banque

africaine de développement va relier les réseaux routier et ferroviaire puis contribuer à l'intégration régionale.

Page 3

## CONSOMMATION

# Plusieurs facteurs à l'origine de la flambée des prix



Répondant à la question d'un député sur la montée des prix des

denrées alimentaires sur les marchés congolais, le 13 novembre à Brazzaville, lors de la séance des questions orales avec débat au gouvernement, le ministre du Commerce et des approvisionnements, Claude Alphonse N'si-

lou, a déclaré que les péages et présages routiers, la rareté des devises, le surcoût des séjours prolongés des containers au port de Pointe-Noire sont entre autres raisons de l'augmentation des prix.

Page 2

ÉDITORIAL

Echéance

Page 2

## FORMATION ET EMPLOI

# Les agents de l'ex-Onemo en grève

Les travailleurs qui cumulent trois mois d'arriérés de salaire ont débrayé depuis le 12 novembre, accusant la tutelle d'avoir détourné un mois de leur salaire.

Selon une source proche de l'ex-Office national de l'emploi et

de la main-d'œuvre (Onemo), le Trésor public aurait décaissé, depuis une semaine, la somme de trois cents millions FCFA pour éponger les deux mois de salaire mais un seul a été viré dans leur compte bancaire.

Page 5

## CRÉATION D'ENTREPRISES

# La digitalisation pour faciliter les formalités financières

L'Agence congolaise pour la création des entreprises et le Financier mobile banking de MTN Congo ont conclu un accord de partenariat visant à faciliter les procédures et formalités financières au moyen de la digitalisation.

Selon les signataires dudit ac-

cord, le processus de digitalisation contribuera à simplifier la vie aux clients, notamment ceux de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Owando et Ouessou tout en leur offrant la possibilité de créer facilement et rapidement leurs entreprises à partir du téléphone.

Page 3

## ÉDITORIAL

## Echéance

Dans la perspective de la prochaine élection présidentielle au Congo, les partenaires extérieurs ont commencé à s'exprimer. Pour alerter sur la nécessité d'obtenir que cette échéance majeure dans la vie du pays se déroule dans les meilleures conditions de tranquillité possibles. En un mot, qu'elle ne soit pas perçue par les uns et les autres comme une fin en soi. Pour cela, tous devraient trouver dans les vertus du dialogue la principale alternative pour y parvenir.

En visite de travail à Brazzaville, le représentant spécial pour l'Afrique centrale, chef du bureau des Nations unies, Louncény Fall, a rencontré dans ce sens, pendant plusieurs jours, les représentants des partis politiques pour porter le message de la responsabilité et de l'apaisement. Suivant les déclarations de ses interlocuteurs reprises par la presse, le diplomate onusien a dû noter que le sujet au cœur de ses audiences mérite toute l'attention. D'où son insistance à dire que le passé récent du Congo fait de violences sociopolitiques peut servir de repère pour assoir ou renforcer la stabilité.

Au regard des exhortations diplomatiques telles qu'elles s'expriment, les Congolais saisiront-ils l'opportunité du dialogue à venir pour poursuivre la consolidation patiente de leur gouvernance politique ? Car il serait dommageable que ceux qui ont pris l'habitude, avec ou sans mandat, de parler au nom de leurs compatriotes, se comportent comme si depuis l'avènement de la démocratie pluraliste en 1991, rien ne s'est passé dans le pays. Comme s'il y avait d'un côté les bons et de l'autre les mauvais ; comme si les institutions qui se sont succédé depuis lors n'avaient pas la légitimité de leur existence.

Au fond, depuis trois décennies, les mêmes acteurs ont chacun à sa manière pris une part active dans la vie de la nation. Il est assez rare qu'on en trouve qui n'ait pas occupé les bureaux que voici là-bas aujourd'hui confiés à un autre Congolais. Ceci pour dire qu'ils se connaissent si bien et peuvent, s'ils portent à cœur la cause nationale comme ils le déclarent publiquement, créer les conditions d'une paix durable dans un pays où les élections ne devraient plus engendrer la peur.

Les Dépêches de Brazzaville

## CONSOMMATION

## Le gouvernement s'explique sur la flambée des prix dans le marché

Le ministre du Commerce, des approvisionnements et de la consommation, Claude Alphonse Nsilou, a indiqué, le 13 novembre à l'Assemblée nationale, que les péages et pésages routiers, la pénurie de devises ainsi que le surcoût des séjours prolongés des conteneurs au port de Pointe-Noire étaient à l'origine de la hausse des prix observée dans le pays ces derniers mois.



Les députés face au ministre / Crédit photo Flavien

Parmi les sujets abordés au cours de la séance de questions orales avec débat au gouvernement, il y a eu la situation du panier de la ménagère qui fait couler tant d'encre et de salive. « S'agissant de la flambée des prix dans le marché constatée ce dernier temps, le Congo traverse une situation économique très difficile qui a fortement dégradé le pouvoir d'achat des ménages. L'argent se raréfie, l'argent ne circule plus. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas accepter une quelconque augmentation des prix des produits de première nécessité quelle qu'en soit la raison », a martelé le ministre en charge du Commerce, devant la représentation nationale. Il a annoncé la tenue sous peu d'une réunion interministérielle afin d'apprécier la situation et y apporter des solutions appropriées.

Le ministre Alphonse Claude Nsilou a indiqué que la pénurie de devises a servi de déclencheur, créant des tensions au niveau des stocks du fait des difficultés que connaissent les commerçants pour payer leurs fournisseurs afin de reconstituer les dépôts. Ainsi, il a annoncé que le gouvernement travaillait actuellement pour fluidifier le traitement des dossiers au niveau des banques en vue de permettre aux commer-

çants de payer leurs fournisseurs et reconstituer les stocks avant les fêtes de fin d'année.

Le membre du gouvernement a également reconnu que la rareté des produits a engendré des comportements opportunistes chez certains commerçants. « Il y a eu surenchère de la flambée des prix qui a suscité tant de mécontentements au niveau de la population. Pour ramener les prix à un niveau raisonnable, accessible à toutes les bourses, nous avons demandé à tous les importateurs de vendre les produits de première nécessité en prix homologués en janvier 2019 », a-t-il poursuivi, précisant que cette mesure publiée a entraîné la baisse des tensions observées ces derniers jours et que le gouvernement s'attèlera pour que ces prix soient appliqués sur toute l'étendue du territoire national.

Conduisant la délégation gouvernementale, le Premier ministre, Clément Mouamba, est allé également dans le même sens, jusqu'à qualifier de vol la décision des commerçants consistant à l'augmentation des prix des produits de première nécessité. « Les augmentations auxquelles nous assistons c'est le vol. (...) Un Etat responsable ne peut pas laisser faire », a dénoncé le chef du gouvernement, estimant

qu'à l'heure actuelle on ne peut pas encore parler de la baisse des prix au niveau des péages.

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvoubala, a de son côté condamné ce qu'il appelle « une augmentation sauvage des prix » qui amenuise le pouvoir d'achat des ménages aujourd'hui. Saluant la décision prise par le gouvernement en vue de contrer cette hausse, il a rappelé que le Congo avait déjà géré par le passé une telle situation. « Nous devons gérer au mieux cette situation pour que les Congolais puissent acheter les denrées sur le marché moins cher qu'elles le sont aujourd'hui. A l'époque, il y avait sur le marché des mercures, les prix étaient dictés. Aujourd'hui, nous ne retrouvons plus les étiquettes les marchandises, c'est la grande porte ouverte à la spéculation », a conclu Isidore Mvoubala.

Notons que sur les ministres attendus, neuf ont répondu présents. Les questions des dix-huit députés ont porté sur tous les domaines de la société. Il s'est agi, entre autres, de l'éducation, de la diversification de l'économie, du climat des affaires, de l'accord avec le Fonds monétaire international, de l'automatisation de la retraite et de l'agriculture.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Jessica Merveille Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PONT ROUTE-RAIL BRAZZAVILLE-KINSHASA

# Une étape cruciale franchie

Le projet d'intégration régionale vient d'amorcer une phase décisive, notamment avec la signature entre les deux parties d'un accord bilatéral relatif au financement, à la construction et à l'exploitation de l'ouvrage qui va surplomber le majestueux fleuve Congo à hauteur de la localité de Maloukou.

Le texte a été paraphé le 11 novembre à Johannesburg, en Afrique du Sud, en marge du forum sur les investissements. La délégation de la République du Congo a été conduite par le ministre en charge de l'Aménagement du territoire, Jean Jacques Bouya.

La République démocratique du Congo (RDC) a été représentée par la vice-Première ministre chargée du Plan, Elysée Munembwe Tamukumwe. Il s'agit d'un moment majeur dans le processus de faisabilité de ce projet, tant rêvé par les populations des deux pays, et piloté par la Banque africaine de développement.

Après celui-ci, s'en suivront, entre autres, la mise en place d'une commission intergouvernementale, la procédure d'appel d'offres international pour sélectionner le partenaire qui sera chargé de la construction, de l'exploitation et de la maintenance de l'ouvrage. L'autre étape sera aussi la ratification par les deux pays de l'accord bilatéral. Le coût du projet est estimé à cinq cent cinquante millions de dollars, soit environ trois cent trente



Jean Jacques Bouya et Elysée Munembwe Tamukumwe signant l'accord

milliards francs CFA.

« Au moment où nous signons cet accord en plus de la charge à nous déléguée par nos chefs d'Etat, nous portons aussi celle des deux peuples dont les destins se confondent à cause de notre proximité »,

a indiqué Jean Jacques Bouya, lors de la signature du texte.

Le pont route-rail Brazzaville-Kinshasa fait partie des projets retenus par l'Union africaine à travers le Nepad aux fins d'accélérer l'intégration régionale, de faciliter la

libre circulation des personnes et des biens, de favoriser les échanges commerciaux sur le continent.

Ce projet aura l'avantage de connecter les réseaux routier et ferroviaire des deux pays, tout en enrichissant le tra-

fic sur le fleuve Congo et ses affluents. Il va participer au développement du corridor nord-sud de l'Afrique (de Tripoli en Libye à Windhoek en Namibie), de même qu'à la liaison entre les côtes ouest et est du continent.

Les deux Congo, les pays limitrophes et d'autres ensembles régionaux de l'Afrique vont tirer profit de ce pont qui fera la jonction des axes routiers et des ports de Pointe-Noire (Congo), de Matadi et Boma, en RDC. La densité du trafic routier ou ferroviaire commandera aux pays concernés par le projet de disposer des plates-formes logistiques dynamiques afin de mieux gérer les flux des marchandises.

Ce pont va, en outre, jouer un rôle prépondérant dans le cadre de la zone de libre échange continentale africaine. Il profitera aux deux parties et ne constitue guère un handicap à la construction du port de Banana en RDC. La mondialisation appelle à l'utilisation des modes de transports multimodaux pour fluidifier le passage des cargaisons.

Christian Brice Elion

## AFFAIRES

## La création d'une entreprise désormais possible via MTN Mobile money

L'initiative vise à faciliter les formalités financières de création d'une société à travers un processus de digitalisation. Un accord de partenariat à cet effet a été signé entre la société MTN Congo et l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE).

En présence de la ministre des Petites et moyennes entreprises, Yvonne Adélaïde Mougany, l'acte de signature a été posé par le directeur du financial mobile banking de MTN Congo, Thierry Mboumba, et le directeur général de l'ACPCE, Médard Yétela.

Selon le directeur du financial mobile banking de MTN Congo, ce processus de digitalisation consistera à numériser les six guichets de l'ACPCE, notamment ceux de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Owando et Ouessou. Cela en vue de permettre aux clients de régler les frais de création d'entreprise via le

service Mobile money. Il permettra également aux clients de l'ACPCE de réaliser toutes les démarches en rapport avec la création en ligne d'une entreprise ainsi que de finaliser le paiement à distance depuis MTN Mobile money. « Cet accord contribuera à simplifier encore plus la vie de nos clients respectifs, en leur donnant la possibilité de créer facilement et rapidement leurs entreprises à partir de leur téléphone, en toute sécurité et simplicité, quel que soit l'endroit où ils se trouvent sur le territoire national », a indiqué Thierry Mboumba.

Il a, en effet, évoqué les avantages

de la digitalisation des procédures de création d'entreprise pour les acteurs économiques. Il s'agit de la réduction des risques liés à la gestion de la monnaie fiduciaire, grâce à un lien internet sécurisé. Ce qui permettra au partenaire d'accéder à son journal de transactions, de connaître le solde disponible de son compte, etc. Pour Médard Yétela, le télépaiement désormais opérationnel constitue une étape décisive dans la mise en place de la chaîne des outils et mécanismes en vue de la création en ligne de l'entreprise qui est l'objectif final poursuivi par l'ACPCE. « Le télépaiement vient compléter la modernisation de son fonctionnement et son ouverture au monde extérieur pour être toujours mieux au service des usagers sur toute l'étendue du territoire national et à l'étranger », a-t-il indiqué. De ce fait, l'ACPCE s'est engagée à travailler continuellement afin de faciliter, simplifier mais aussi sécuriser les formalités administratives en ce qui concerne les procédures de création d'entreprise.

Gloria Lossele

## INNOVATION

## La Semaine africaine des sciences lancée officiellement à Brazzaville

Les travaux de la troisième édition de la Semaine africaine des sciences du Next Einstein Forum (NEF), organisés sur le thème « Susciter la vocation pour les sciences », ont été ouverts, le 11 novembre, par le directeur de cabinet du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation, Jean Claude Boukono.

L'objectif est de promouvoir et de vulgariser la science, la technologie et l'innovation pour renforcer l'enseignement et la recherche au niveau du continent africain ; mettre en valeur les travaux des meilleurs jeunes scientifiques d'Afrique et soutenir un développement du continent tiré par la science.

La semaine africaine des sciences est une manifestation à caractère international qui offre une opportunité aux jeunes scientifiques, chercheurs, enseignants-chercheurs, innovateurs, startupper, décideurs politiques ainsi que les jeunes femmes.

Le NEF est une conférence et une initiative de promotion des sciences et technologies en Afrique, organisée depuis 2003, par l'Institut africain des sciences mathématiques.

Pendant cinq jours, le public bénéficiera, entre autres, des conférences-débats; ateliers de formation; des activités notamment du village des métiers, un espace d'exploitation et d'exhibition des travaux. A cette même occasion, quatre prix dénommés Prix femme scientifique de l'année, Prix sciences exactes, Prix sciences naturelles et Prix innovation seront décernés aux lauréats. Le directeur de cabinet a assuré que le gouvernement envisage de jouer son rôle d'accompagnement des initiatives dans le domaine des sciences technologiques et des innovations aussi bien du secteur public que privé.

Il a, par ailleurs, interpellé les jeunes et les femmes scientifiques à tirer profit de l'espace offert qui peut leur ouvrir des horizons meilleurs et pourrait faire d'eux demain, peut-être, des prochains Einstein.

L'ambassadeur du NEF, le Dr Mandingha Kosso Moanda, pour sa part, a expliqué que cette initiative s'est engagée à œuvrer pour la promotion de la science, la recherche scientifique, la technologie et l'innovation en Afrique.

Lydie Gisèle Oko

« Cet accord contribuera à simplifier encore plus la vie de nos clients respectifs, en leur donnant la possibilité de créer facilement et rapidement leurs entreprises à partir de leur téléphone, en toute sécurité et simplicité, quel que soit l'endroit où ils se trouvent sur le territoire national »

## FORMATION QUALIFIANTE

## Des séances d'éducation morale et civique au profit des jeunes de Talangai 5

L'initiative est de la députée de la cinquième circonscription électorale du sixième arrondissement de Brazzaville, à travers le Club Claudia solution (C2S) en partenariat avec la Fédération pour la paix universelle (FPU).



Une vue des apprenantes / Adiac

Les séances d'éducation morale et civique, dont le lancement a eu lieu le 12 novembre, à la permanence de la députée située dans la rue Ndolo (Maman Mboulé), concernent les cinquante-six jeunes sans emploi qui bénéficient, depuis mai dernier, d'une formation qualifiante. Il s'agit notamment de quarante jeunes filles retenues en coiffure et esthétique ainsi que de seize en coupe et couture.

« L'éducation des jeunes est un processus, le Club Clau-

dia solution s'est engagé dans cette aventure afin de créer l'équilibre de vie de nos enfants pour leur lendemain meilleur. Ces jeunes filles et garçons ici présents, qui pensaient avoir perdu l'espoir de leur avenir; l'ont retrouvé aujourd'hui grâce aux rêves d'une maman, l'honorable Claudia Sassou N'Gnesso », a rappelé le député siégeant de Talangai 5, Isidore Lenga.

En effet, les cinquante-six apprenantes sont placées dans

deux centres de formation depuis le 6 mai et ce jusqu'au premier trimestre 2020. Une initiative saluée par les bénéficiaires dont certaines pensent qu'il s'agit d'une deuxième chance pour elles. « J'ai accepté cette formation parce qu'elle me permettra d'être autonome. Avoir un métier, c'est bien parce que cela me permettrait de prendre en charge ma famille et m'épargnera de la prostitution », a indiqué Verchie Mbila qui entend ouvrir son propre

salon de coiffure à la fin de la formation.

En effet, le C2S s'est fixé deux objectifs fondamentaux : aider et accompagner les petits commerçants ; orienter et soutenir les jeunes sans emploi dans les formations qualifiantes. C'est ainsi que cette organisation non gouvernementale, qui finance depuis quelques années les activités de cinquante petits commerçants, a envoyé récemment trois étudiants finalistes en Chine pour une formation en

agronomie.

S'agissant des séances d'éducation morale et civique, elles se dérouleront jusqu'à la fin de la formation afin de permettre aux bénéficiaires d'avoir une vie exemplaire dans la famille et le développement de leurs activités. La conférence inaugurale, développée par le leader national de la FPU, Norbert Moudiélé Moutsati, a porté sur le thème « La famille est l'école de l'amour et de la paix ».

Parfait Wilfried Douniama

# VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou N'Gnesso**  
immeuble les manguiers (Mpila)  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## FORMATION ET EMPLOI

# Les travailleurs de l'ex-Onemo en grève

Les agents ont débrayé depuis le 12 novembre, accusant la tutelle d'avoir détourné un mois de leur salaire.

Depuis la scission de l'ex- Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (Onemo) en deux structures distinctes (l'Agence congolaise pour l'emploi et le Fonds national d'appui à l'employabilité et l'apprentissage), en mai dernier, le commissaire à la scission-dissolution, Patrick Gamassa, avait pris l'option d'éponger la dette sociale des travailleurs avant l'installation des directeurs généraux des deux nouvelles sociétés.

Des sources proches de cet établissement public, les travailleurs comptabilisent à ce jour trois mois d'arriérés de salaire alors que le Trésor public, selon la même source, aurait décaissé une somme de trois cents millions FCFA la semaine dernière pour la paye de deux mois; étant donné que la masse salariale est de cent cinquante millions francs CFA par mois.

Aux dernières nouvelles, les travailleurs n'ont vu virer dans leur

compte bancaire qu'un seul mois. Cet état de fait a impacté sur le programme d'installation des deux nouveaux directeurs généraux qui devraient prendre les fonctions, le 15 novembre. L'événement a dû être reporté au regard du mouvement de grève qui paralyse l'établissement.

Rappelons qu'à l'issue de la signature de l'acte de scission de l'ex-Onemo, le 12 mai 2019 à Brazzaville, le ministre de tutelle, An-

toine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, avait indiqué que le commissaire de la scission-dissolution assurerait la gestion des affaires courantes avant l'installation effective des organes de direction des deux structures créées.

De plus, avait-il ajouté, tous les agents seront reversés dans ces deux sociétés et devraient subir une formation soit pour un réemploi, soit pour une reconversion.

La Rédaction

## AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

## Les dirigeants réfléchissent à la mise en place de la couverture sanitaire universelle

**Quelle devra être l'orientation à donner à la santé communautaire? Comment rendre efficaces et pérennes les actions des agents de santé communautaires? Ce sont, entre autres, des questions auxquelles devront répondre les participants au forum régional sur la santé communautaire, dans le cadre des soins de santé primaires, qui se tient du 12 au 15 novembre, à Cotonou, au Bénin.**

L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre béninois de la Santé publique, le Pr Benjamin Hounkpatin, en présence d'autres acteurs à divers niveaux du secteur.

L'objectif de la rencontre de Cotonou est de mieux informer et d'influencer les décideurs et de galvaniser les actions visant à promouvoir et à accroître les investissements dans le renforcement des systèmes pour les soins de santé primaires à base communautaire.

Le début des travaux a été marqué par des exposés sur le but et les objectifs du forum, les soins de santé primaires au XXI<sup>e</sup> siècle, l'accélération des progrès pour les enfants en Afrique de l'ouest et du centre à travers le renforcement des soins de santé primaires communautaires, le rôle des soins de santé primaires et santé communautaire dans la réalisation de la couverture maladie universelle et des Objectifs de développement durable. Les travaux se déroulent en deux sessions, à savoir une session technique et une session ministérielle de haut niveau.

Les participants entendent aussi faire le point sur les progrès réalisés et convenir sur les approches multisectorielles novatrices pour accélérer le rythme des efforts visant à obtenir les résultats pour la population, surtout les enfants et les femmes de l'Afrique de l'ouest et du centre.

Les résultats attendus à l'issue des travaux sont aussi bien nombreux que divers: le partage des expériences et des approches innovantes pour remédier aux goulots d'étranglement persistants à la couverture élevée des services de qualité; les propositions d'actions prioritaires et d'assistance technique nécessaire pour améliorer l'efficacité de la couverture des interventions pour les soins de santé primaires; le consensus sur les recommandations pour accélérer les progrès et atteindre les objectifs définis; le consensus sur les engagements, les mécanismes de redevabilité, les indicateurs du tableau de bord ministériel et les outils de mise en œuvre.

Yvette Reine Nzaba

## GRANDS LACS

## Un émissaire américain salue les relations avec les pays de la région

L'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs, J. Peter Phan, a loué, le 13 novembre à Brazzaville, l'amélioration des relations diplomatiques et économiques entre son pays et ceux de cette communauté.

J. Peter Phan s'est exprimé à l'issue d'une audience avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl).

Selon lui, les Etats-Unis sont disposés à soutenir le processus de paix au Congo et dans la région et à appuyer les efforts économiques des gouvernements des pays de la Cirgl.

La Rédaction



## ONZIÈME SOMMET DES BRICS

## Une nouvelle «décennie dorée» inaugurée pour la coopération

**La rencontre ouverte hier et qui s'achève aujourd'hui devrait ouvrir une deuxième «décennie dorée» pour davantage de coopération fructueuse du groupe de marchés émergents.**

Après un premier sommet tenu en Russie, les dix dernières années ont été surnommées la «décennie dorée» des Brics, bloc initialement composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, avant de s'ouvrir en 2011 à un cinquième membre: l'Afrique du Sud. Grâce à la coopération florissante entre les pays membres dans différents secteurs, les Brics ont représenté en 2018 environ 23,5% du produit intérieur brut mondial et 16,3% du commerce mondial.

Le sommet 2019, ayant pour thème « Les Brics : la croissance économique pour un avenir novateur », représente une occasion de faire avancer la coopération en matière d'innovation scientifique et technologique, de finances et d'économie numérique, en vue de consolider leurs efforts pour lutter contre le crime organisé, le narcotrafic et le blanchiment d'argent.

Lors du sommet tenu en Afrique du Sud en 2018, les Brics étaient convenus de bâtir un partenariat pour une nouvelle révolution industrielle, prouvant leur prise en compte du besoin d'explorer le potentiel de coopération dans les domaines innovants, tels que l'économie digitale ou la fabrication intelligente, en vue de forger un moteur plus durable et robuste pour leur développement à long

terme. Les pays des Brics devront continuer de progresser en ce sens.

Actuellement, l'unilatéralisme et le protectionnisme menacent le monde, qui connaît des changements profonds jamais vus depuis un siècle. Le président chinois, Xi Jinping, a dit que la communauté internationale est confrontée à « quatre déficits » dans les affaires mondiales: déficits de gouvernance, de confiance, de paix et de développement. Par conséquent, le libre-échange mondial est en train de s'affaiblir, les perspectives de la croissance mondiale se faisant moins optimistes et la communauté internationale faisant face à de nombreuses incertitudes.

### Le drapeau du multilatéralisme porté haut

Ces dernières années, les membres des Brics ont porté haut le drapeau du multilatéralisme, jouant un rôle primordial dans la promotion de l'ouverture, de l'égalité, de la transparence et de l'inclusion dans la gouvernance mondiale, et sont devenus une force majeure en faveur de la stabilité et du progrès dans les affaires internationales.

A l'issue du dernier sommet, les Brics avaient publié la Déclaration de Johannesburg, dans laquelle les dirigeants s'étaient engagés à intensifier conjoint-

ment leurs efforts pour promouvoir le multilatéralisme et pour mettre en œuvre un ordre mondial plus juste, équitable, démocratique et représentatif. Les membres des Brics devraient travailler de concert pour sauvegarder le système de commerce multilatéral fondé sur les règlements, le système international avec les Nations unies en son cœur et l'ordre international appuyé sur le droit international.

Une plus forte coopération au sein des Brics a également aidé les économies émergentes et les pays en développement à se doter d'une plus forte voix dans la gouvernance mondiale.

Jusqu'à présent, les pays des Brics ont enregistré des progrès substantiels dans les réformes de quota et de gouvernance au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale (BM). En 2017, la proportion du droit de vote du bloc à la BM a grimpé à 13,24% et celle au FMI est passée à 14,91%.

Face aux affres et conséquences de la crise financière mondiale qui a éclaté, il y a dix ans, les membres des Brics ont pris une décision stratégique pour relever les défis contemporains.

Confrontés à des défis sans précédents, ils devraient répondre une nouvelle fois à l'appel de l'histoire et renforcer leur coopération dans tous les domaines, afin de contribuer de façon plus productive au monde durant la deuxième « décennie dorée ».

Xinhua

CEEAC

## Les chefs d'Etat se réuniront en sommet extraordinaire le 18 décembre

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) participeront, le 18 décembre, à Libreville, à un sommet extraordinaire consacré à la réforme de cette institution, a annoncé lundi le ministre gabonais des Affaires étrangères.

Le rendez-vous devrait constituer l'épilogue d'un processus amorcé en 2015 à N'Djamena (Tchad), lors d'un sommet au cours duquel les leaders de la CEEAC avaient affirmé leur ambition de réformer en profondeur cette organisation. Ils avaient alors mandaté le président gabonais, Ali Bongo Ondimba,

pour mener à bien cette tâche.

A Libreville, les dirigeants devraient examiner les projets relatifs au cadre organique de la CEEAC, au règlement financier, au statut du personnel ou encore à l'insertion du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale au sein de l'architecture institutionnelle de la CEEAC.

Créée en 1983, la CEEAC compte onze Etats membres : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.

GABON

## Une aide d'urgence pour les sinistrés de la Ngounié

Le ministre gabonais de l'Intérieur, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, a annoncé, le 11 novembre, le déblocage de cinq cents millions francs CFA pour les victimes d'inondations dans la province de la Ngounié, au sud pays.

Ce sont environ quatre mille familles de sinistrés qui ont été recensées par les services techniques, ayant presque tout perdu : appareils électroménagers, vêtements, matelas, documents administratifs ou encore fournitures scolaires.

Ces fonds ne représentent qu'une infime fraction d'une réserve spéciale dont l'Etat dispose pour gérer les situations de désastres, mais le gouvernement a laissé entendre que des aides

supplémentaires plus importantes pourraient être allouées une fois décrété l'état de catastrophe naturelle, une procédure légale qui nécessite un peu de temps.

De fortes précipitations ont été la cause des principaux dégâts. Les eaux de pluie ont inondé des quartiers entiers de villes et des villages le long de la rivière Ngounié qui donne son nom à cette province.

Le président Ali Bongo Ondimba a demandé au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekalé, et aux ministres Mboumbou Miyakou (Intérieur) et Lee White (Eaux, forêts, mer et environnement) de mettre en place un plan d'urgence.

*Xi nhua*

SOUDAN

## De nouvelles poursuites engagées contre Omar el-Béchir

**Le président déchu, actuellement emprisonné et jugé à Khartoum pour des accusations de corruption, est une nouvelle fois poursuivi par les autorités de son pays pour son rôle dans le coup d'Etat de 1989 qui l'avait amené au pouvoir, a-t-on appris.**

Un nouveau mandat d'arrestation a été émis contre Omar el-Béchir. « Des mandats d'arrêts ont été émis contre tous les responsables militaires et civils qui ont comploté et mis en œuvre le coup d'Etat de 1989 », a annoncé, dans un communiqué, le mouvement des Forces pour la liberté et le changement, fer de lance de la contestation qui a mené à la chute de Béchir en avril dernier.

Outre l'ex-président, les mandats émis visent également des responsables de premier plan de l'ancien régime soudanais. Et selon la loi soudanaise, ces chefs d'inculpation qui leur sont reprochés sont passibles de la peine de mort ou de la prison à perpétuité.

Arrivé au pouvoir en 1989 par un coup d'Etat soutenu par les islamistes, Omar el-Béchir avait dirigé le Soudan pendant trente ans. Il a été destitué par l'armée, le 11 avril dernier, après des mois d'un mouvement de contestation populaire inédite.

La Cour pénale internationale (CPI) avait auparavant émis deux mandats d'arrêt contre Omar el-Béchir pour « crimes de guerre », « crimes contre l'humanité » et « génocide » au Darfour. Cette province occidentale soudanaise a été le théâtre d'une guerre sanglante entre rebelles et forces loyales au pouvoir de Khartoum. L'ONU estime que le conflit, qui a éclaté en 2003 au Soudan, a fait trois cent mille morts et 2,5 millions de déplacés.

Les procureurs de la CPI avaient aussi, après la destitution d'Omar el-Béchir, demandé qu'il soit jugé pour les tueries de masse commises au Darfour, mais les militaires, au pouvoir après sa chute, avaient refusé de le remettre à la cour. Ils justifiaient leur refus au fait que leur pays n'a pas ratifié le Statut de Rome - le traité fondateur de la CPI - pour permettre au président déchu d'être transféré à La Haye, où siège le tribunal.

*Nestor N'Gampoula*

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Donald Trump officialise le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris

Les défenseurs du climat ont critiqué la décision du président américain de retirer son pays du texte, le premier jour où une telle notification était possible conformément aux règles de la Convention-cadre des Nations unies (Ccnuc) sur les changements climatiques. « Le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris est une capitulation indéfendable, inutile (...) qui ne fera qu'affaiblir l'effort mondial de lutte contre la crise climatique au moment même où nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter une catastrophe », a déclaré Jesse Young, responsable de la politique de lutte contre le changement climatique d'Oxfam America, dans un communiqué.

Bien que Donald Trump ait souvent donné l'impression que les États-Unis se soient déjà retirés de l'accord auquel de nombreux pays sont toujours attachés, le retrait ne prendra effet que dans un an, et arrivera quelques jours après l'élection présidentielle américaine de 2020. La décision du président américain fait suite à des nouvelles encourageantes sur le front de la finance climat. Malgré la décision du gouvernement américain de ne pas contribuer au Fonds vert pour le climat, qui mobilise des fonds pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ce Fonds a réussi à assurer une reconstitution des ressources de 9,8 milliards de dollars.

*Noël Ndong*

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

## UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Cartes de visite

Livres

Calendriers  
Flyers, Affiches

### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

**+242 06 951 0773**

**AVIS DE VENTE**

Domaine de 30 hectares 7 à 7 ca à 45 km, situé village Kouomi (Terre Mpiere) sur la route de Maloukou, dans la zone économique d'igné.

- Titre Foncier n° 43 584

- Prix très abordable

- Pour tous renseignements contacter les numéros suivants :

06 651 17 15 / 05 568 28 27

## FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

# Les chefs d'Etat et de gouvernement évoquent les grands défis internationaux

Le président français et des dirigeants africains, réunis dans la capitale française, ont réfléchi sur des solutions durables aux questions telles la défense du multilatéralisme et la situation sécuritaire dans leurs Etats respectifs.

Première plate-forme dédiée aux solutions de gouvernance, le forum de Paris sur la paix vise à améliorer l'organisation du monde pour relever les défis les plus urgents dans les domaines de la paix, la sécurité, le développement, l'environnement, des nouvelles technologies, de l'économie inclusive, de la culture et de l'éducation. L'édition de cette année, la deuxième du genre, a reçu plusieurs projets émanant d'une grande diversité d'acteurs de la gouvernance mondiale : des États, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des entreprises, des agences de développement, des fondations, des organismes philanthropiques, des groupes religieux, des associations, des think tanks et des universités...

Parmi ces projets, une dizaine sera sélectionnée pour faire l'objet d'un accompagnement. Ils recevront, par exemple, un appui sur mesure pour leurs activités de plaidoyer, de communication ou de développement organisationnel. Les résultats seront évalués par le

comité de suivi et présentés lors du prochain forum.

En marge de la rencontre, Emmanuel Macron a reçu, le 12 novembre à l'Élysée, ses homologues maliens, Ibrahim Boubacar Keïta; nigérien, Mahamadou Issoufou; et tchadien, Idriss Déby, pour un déjeuner de travail à l'issue duquel le président français a réaffirmé le soutien de son pays dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Il leur a annoncé que des décisions seraient prises « dans

les prochaines semaines» pour améliorer la lutte antidjihadiste dans la région.

« Nous avons avancé sur la situation sécuritaire dans chacun de ces pays », a déclaré Emmanuel Macron, à l'issue du déjeuner avec les trois chefs d'Etat, ajoutant que des « décisions » seront annoncées « dans les prochaines semaines pour reconcentrer la force conjointe » G5-Sahel « sur le fuseau central » (terme militaire désignant la zone aux

confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger).

## Paris va conforter son engagement au Sahel

Le président français a parlé également de l'opération Barkhane et indiqué qu'il serait appelé prochainement à «repréciser le rôle» de cette force au Sahel, et à « confirmer et conforter l'engagement » de son pays dans le Sahel.

Son homologue malien a affirmé que « le monde est sourd à leurs appels à la solidarité », déplorant: « Nous nous sentons comme eseués. On nous écoute avec politesse, avec un petit sourire entendu, mais à l'arrivée il n'y a pas grand-chose ». Ibrahim Boubacar Keïta a ajouté: « Alors qu'en face de nous, nous avons des gens déterminés qui ont des ressources dans une guerre asymétrique à laquelle nos forces ne sont pas préparées ».

Le chef de l'Etat nigérien est revenu, lui aussi, sur la même préoccupation. « On entend souvent les critiques dire : le G5 Sahel n'a pas de stratégie,

les chefs d'Etat du G5 Sahel n'ont pas de stratégie. Nous avons une stratégie mais nous manquons de moyens pour la mettre en œuvre », a affirmé Mahamadou Issoufou. Les quatre présidents se sont appesantis sur la situation problématique à Kidal, une ville du nord-est du Mali qui échappe à l'autorité de l'Etat. Prise en 2012 par les rebelles djihadistes, elle est aujourd'hui, malgré la présence de bases française et des forces onusiennes, sous le contrôle d'ex-rebelles séparatistes touareg qui se sont soulevés contre le pouvoir central en 2012 avant de signer un accord de paix à Alger, en 2015. Rappelons que la force régionale du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad), avec cinq mille militaires et chargée de lutter contre les djihadistes, a été relancée en 2017. Poussée par la France, elle pourrait remplacer à terme l'armée française dont les quatre mille cinq cents soldats de l'opération Barkhane combattent dans la région depuis 2014.

Nestor N'Gampoula



## SANTÉ PUBLIQUE

## Cours en ligne sur la nutrition des diabétiques en Afrique

L'initiative est de l'Université de Bamako (Mali) et le Réseau en Afrique francophone pour la télémédecine, en collaboration avec les universités de Montréal, Libre de Bruxelles et de Genève.

Le cours sous forme de MOOC (Massive open online course) s'adresse en priorité aux étudiants, professionnels et personnels de santé ou de nutrition qui souhaitent s'outiller pour mieux intégrer la nutrition dans les soins aux personnes vivant avec le diabète. L'objectif est de montrer comment intégrer l'écosystème et les traditions alimentaires africaines dans une alimentation diabétique.

A travers les vingt-trois modules que comprend le cours, il s'agira de démontrer l'importance de la nutrition, chez le patient, pour la prise en charge comme pour la prévention du diabète, en Afrique. Aujourd'hui, cette maladie est considérée comme un problème de santé publique dans le monde et particulièrement sur le continent où il connaît une croissance plus rapide. Le diabète touche environ vingt-cinq millions de personnes en Afrique contre quatre millions en 1980,

entraînant ainsi un coût économique considérable. La maladie y progresse tout particulièrement sous l'effet conjugué de l'urbanisation rapide, la modification des habitudes alimentaires, l'augmentation de l'espérance de vie et les mutations environnementales.

Selon un rapport publié par la revue médicale britannique The Lancet Diabetes & Endocrinology en 2017, les coûts liés au diabète en Afrique subsaharienne pourraient tripler d'ici à 2030 pour atteindre cinquante-deux milliards d'euros. En 2015, le fardeau économique du diabète représentait environ dix-sept milliards d'euros, soit 1,2% du produit intérieur brut de la région. Ce montant inclut le coût des traitements et des hospitalisations, les pertes de productivité et les arrêts de travail.

Le diabète est une maladie qui se définit par une glycémie trop élevée en permanence. Une

alimentation déséquilibrée, un mode de vie sédentaire, un surpoids ou une obésité sont des facteurs de risque qui peuvent déclencher la maladie mais ceci se fera, dans la majorité des cas, sur un terrain de prédispositions familiales. En effet, dans plus de la moitié des cas, le diabète de type 2 survient dans des familles où existent déjà des antécédents de la maladie. Des complications aiguës peuvent apparaître, notamment une baisse de l'acuité visuelle pouvant conduire à la cécité (aveugle); la destruction des reins, des pertes de sensations qui affectent principalement les jambes et les pieds, le dysfonctionnement érectile qui peut entraîner l'impuissance chez l'homme.

### Des financements très faibles

Pourtant, malgré la gravité de la situation, les financements mondiaux consacrés à ce défi majeur

de santé publique restent limités (de l'ordre de 2 %). Dans ces conditions, comment imaginer faire face à une telle transition épidémiologique aux multiples facettes (humaines, sociales, économiques), couplée à une bombe à retardement pour ce qui concerne les coûts de santé? Comment améliorer, sur le continent le plus démuné, la prise en charge déjà limitée des malades et soutenir des systèmes de santé déjà défaits? Une mobilisation internationale s'impose d'urgence, pour sensibiliser au fléau trop longtemps oublié, et surtout pour soutenir et redonner espoir aux malades, le plus souvent démunis, privés d'accès aux soins et des traitements adaptés.

L'autre point important, c'est le soutien à l'innovation médicale et sociale pour favoriser l'évolution des pratiques de soins et le renforcement de l'autonomie des malades et la défense de leurs droits. Sans oublier le développe-

ment de plates-formes d'acteurs coalisés (malades, chercheurs, pouvoirs publics et bailleurs, secteur privé). Ce qui va permettre de renforcer la lutte et la prise de conscience, porter la voix des patients, mobiliser les bailleurs de fonds et les acteurs multilatéraux. Et surtout pousser l'industrie pharmaceutique à revoir les prix des traitements des maladies chroniques en Afrique afin de garantir un accès aux patients les plus démunis.

Comment justifier, en effet, que l'insuline, un traitement pour le diabète de type 1, découvert il y a presque cent ans, reste inaccessible à la majorité des patients en raison de son prix? En Afrique, une année d'approvisionnement en insuline représente plus de 17 % des revenus d'une famille. Les succès obtenus dans la lutte universelle contre le sida, le paludisme ou la tuberculose montrent que cela est possible.

Noël Ndong



**ACADÉMIE DU LEADERSHIP**

Mesdames, participez à la première formation de l'Académie du Leadership féminin qui se déroulera du 26 au 30 novembre 2019. Des spécialistes vous donneront les clés de votre réussite !

> Retirez votre dossier de candidature au : 1022 rue Ndouo / plateau des 15ans, Moundali - Brazzaville  
 > Ou téléchargez votre dossier ici : <https://fondationsounga.org/lacademie-du-leadership/>  
 Tél. : (+242) 069875656 / e-mail : [contact@fondation-sounga.com](mailto:contact@fondation-sounga.com)  
 Attention, vous avez jusqu'au samedi 23 novembre 2019 inclus pour proposer votre participation !

Frais de participation :  
 \* 5000 FCFA pour les formations du 26, 27 et 29 novembre 2019.  
 \* 5000 FCFA pour la formation du 30 novembre 2019 avec une coach de renommée internationale.



**INSTITUT FRANÇAIS**  
DU CONGO

## PROGRAMME DU 11 AU 17 NOVEMBRE

### MARDI 12 NOVEMBRE

18H00 CINE-ITINERANT : MINGA ET LA CUILLERE CASSEE A SAINT PIERRE CLAVER

18H30 CINE-CLUB : CHAMBRE N°1

### MERCREDI 13 NOVEMBRE

15H00 DEBAT D'IDEES : GOUVERNANCE POLITIQUE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE : EXEMPLE DE LA SUEDE ANIME PAR ANNE ET CARL SUNDBERG

15H00 CLUB DE LECTURE : "MAISON DU SILENCE" DE ORHAN PAMUK

19H00 MERCREDI A LA CAFET' : ALEYAH MAN

### JEUDI 14 NOVEMBRE

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

15H00 RENCONTRE LITTERAIRE : L'ECUME DES MAUX DE SEME ESSE-NSI

17H30 MUSIQUE : HOMMAGE A MAITRE DJIM

### VENDREDI 15 NOVEMBRE

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

### SAMEDI 16 NOVEMBRE

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

18H00 EMISSION : ÇA C'EST BRAZZA

HOMMAGE À  
MAITRE  
DJIM

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur [www.institutfrancais-congo.com](http://www.institutfrancais-congo.com)

# AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

## GESTION DE PROJET AXÉE SUR LES RÉSULTATS !

**FORMATION CERTIFIANTE**

**DATE : 25/11/2019**

**DURÉE : 5H30/ J SUR 6 JOURS**

**TARIF : 800 000 FCFA les 6 jours**

### THÈMES :

1. PLANIFIER UN PROJET ?
2. MÉTHODES DE MANAGEMENT DE PROJET AXÉES SUR LE RÉSULTAT : SCRUM ET KANBAN ?

### OBJECTIFS :

- Manager une équipe projet
- Piloter un projet dans son ensemble
- Segmenter un projet en livrables successifs
- Appliquer la méthode Scrum de management de projet agile pour atteindre les résultats voulus dans un temps très court

### Public concerné :

Cadres, managers, consultants, entrepreneurs, dirigeants

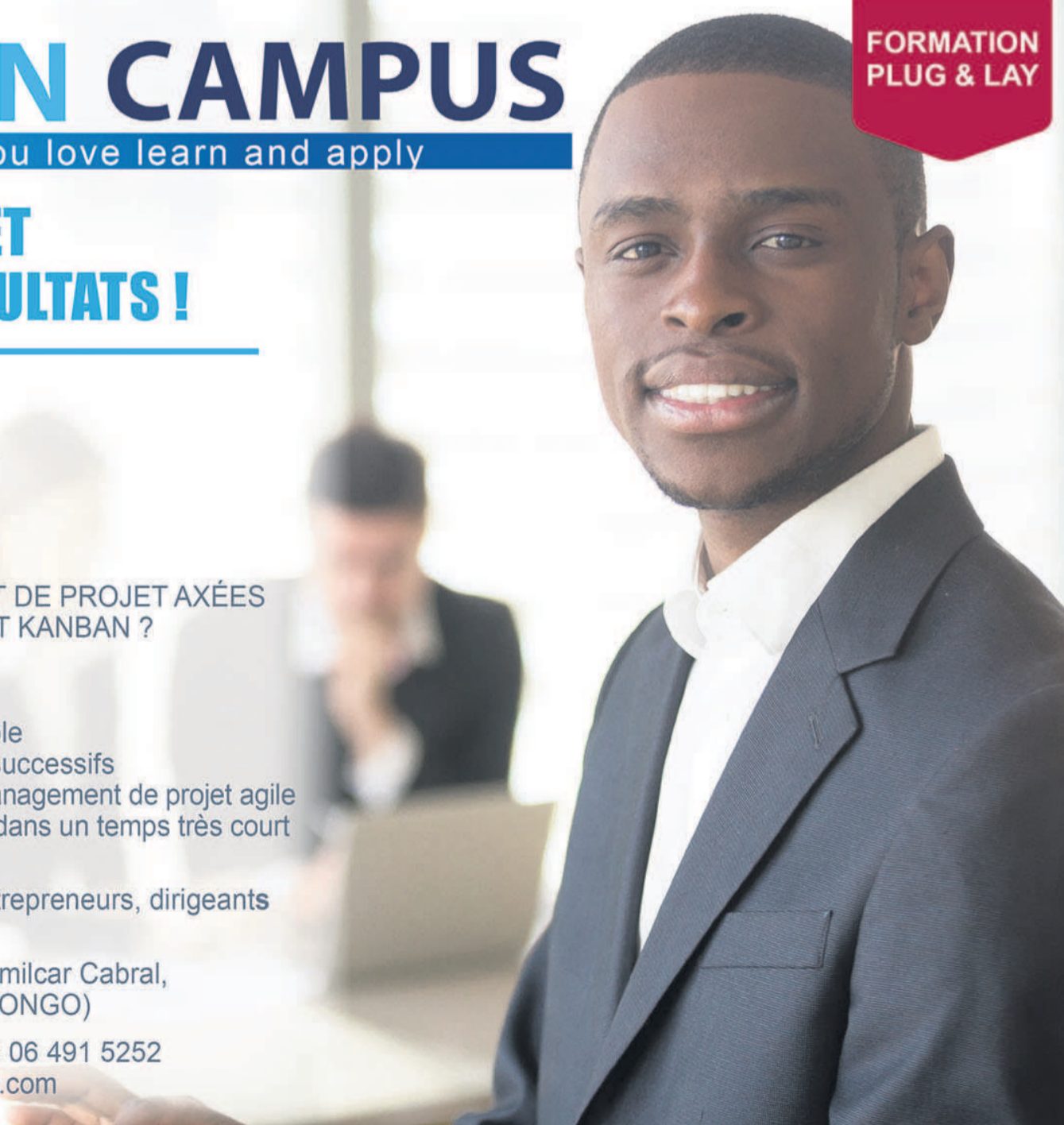
### Lieu de la formation :

Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO)

**Contact :** +242 04 417 2524 / +242 06 491 5252

**Inscriptions :** [info@afrikancampus.com](mailto:info@afrikancampus.com)

FORMATION  
PLUG & LAY







## SAHAM ASSURANCE AUTO

**En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.**

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins. En cas de choc ou de panne, le constat, le remorquage et la voiture de remplacement sont gratuits. Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE  
**05 053 58 58**

[www.sahamassurance.cn](http://www.sahamassurance.cn)



**SAHAM**  
Assurance

member of  Sanlam group

ANNONCE NUMERO: BRAZ-ZAVILLE-2019-030

POSTE VACANT: GARDE DU CORPS (BODYGUARD)

Grade - FSN-05

Contrat à durée indéterminée

DATE D'OUVERTURE DE L'OFFRE: 13 Novembre 2019

DATE DE CLOTURE: 27 Novembre 2019

#### EXIGENCES DU POSTE :

- Avoir au moins un BEPC ou équivalent
- Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise et française (niveau 3 & 4)
- Justifier d'au moins trois (3) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la sécurité.

#### TACHES PRINCIPALES :

Sous la supervision du superviseur des gardes du corps, le/la titulaire du poste assumera les fonctions de garde du corps affecté au service de l'Ambassadeur sous le commandement du chef de la sécurité ainsi que de son adjoint. Il/elle sera chargé(e) de fournir un environnement sûr pour la conduite de la politique étrangère et sera responsable de la protection de l'Ambassadeur, d'autres personnels et visiteurs

officiels contre toute atteinte physique.

#### COMMENT POSTULER :

L'Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville a modernisé son processus de recrutement. Désormais, toutes les demandes d'emplois devront se faire au moyen de son outil de recrutement électronique dénommé ERA (Electronique Recrutement Application) disponible sur son site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancy-search/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

Pour de plus amples informations sur cette offre d'emploi, prière de visiter le site web: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/> ou contacter le bureau des Ressources Humaines (tél: 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133, email: [BrazzavilleHRjobs@state.gov](mailto:BrazzavilleHRjobs@state.gov))

N-B : Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

Merci de votre intérêt pour l'Ambassade des USA à Brazzaville.  
Bonne chance!

## FIXATION DES CONDITIONS DE LA VENTE-PUBLICITÉ EN VUE DE LA VENTE

#### Insertion légale

Cabinet de Me Justin Joseph Moubembe, avocat à la cour, 94-98, avenue boulevard Loango, enceinte immeuble Nkouka, en face du Port autonome de Pointe-Noire, centre-ville, Tel : 06 664 84 37 / 04 494 41 60 / 05 549 36 / 04 493 80 08 Pointe-Noire, République du Congo.

Vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur :

En l'office de maître Viviane Sathoud Mfingoulou, Notaire à la résidence de Brazzaville, dont l'adresse est sise 49 de la rue Lénine vers l'avenue de la Paix, à côté de l'immeuble des anciens combattants, arrondissement 4 Mougali, le samedi 30 novembre 2019, à 8 heures.

Aux requêtes, poursuites et diligences de la Banque congolaise de l'habitat en sigle BCH, Société anonyme au capital de FCFA 20 000 000 000, commerçante, siège social sis avenue Amilcar Cabral, centre ville, Brazzaville, BP 987 RCCM n°BZ-CGO-07-B-744, République du Congo, créancière poursuivante, en vertu d'une convention d'autorisation de la facilité de caisse assortie d'un cautionnement hypothécaire du 28 octobre 2015, dûment revêtue de la formule exécutoire :

Ayant pour Avocat Me Justin Joseph Moubembe :

En présence, ou elle dûment appelée, de madame Kombila épouse Bayidikila Pélagie Rose, Gérante de société, de nationalité congolaise, domiciliée à Pointe-Noire, quartier Ngoyo, arrondissement 6, partie saisie :

Il sera procédé, le samedi 30 novembre 2018, à 8 heures en l'office de Maître Viviane Sathoud Mfingoulou, Notaire à la résidence de Brazzaville dont l'adresse est sise 49 de la rue Lénine, vers l'avenue de la Paix, à côté de l'immeuble des anciens combattants, arrondissement 4 Mougali, à la vente sur saisie immobilière, au plus offrant et dernier enchérisseur, de l'immeuble dont la désignation suit :

#### Désignation

Propriété immobilière bâtie, cadastre parcelled n°09, bloc 79, section BM, d'une superficie de 540,00 m2, objet du titre foncier n°42-333, quartier Ngoyo arrondissement 6 :

Ainsi, au surplus, que lesdits biens s'étendent, se poursuivent et se comportent, avec toutes aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.

#### Mise à prix

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges dressé par Me Justin Joseph Moubembe et déposé au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront recues, par ministère d'avocat, sur la mise à prix fixée à cinquante millions de francs (50 000 000 F) CFA.

Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 13 novembre 2019, par l'avocat poursuivant soussigné.

Pour extrait  
Me Justin Joseph Moubembe

S'adresser pour les renseignements:

1-À Me Justin Joseph Moubembe, Avocat poursuivant, cabinet sis à l'adresse ci-dessus indiquée, rédacteur du cahier des charges.

2-Me Jean Bruno Mfoukou, Huissier de justice, étude sise 37 avenue Raymond Paillet, marché central, Tél. 05 557 13 50 / 04 439 52 21, Pointe-Noire,

République du Congo, dépositaire d'une copie du cahier des charges.

3-Me Viviane Sathoud Mfingoulou, Notaire à la résidence de Brazzaville dont l'adresse est sise 49 de la rue Lénine vers l'avenue de la Paix à côté de l'immeuble des anciens combattants, arrondissement 4 Mougali, République du Congo, dépositaire d'une copie du cahier des charges.

4-Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire où le cahier des charges est déposé.

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)



**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :  
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert  
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## COOPÉRATION

# Emmanuel Macron annonce un soutien militaire français contre les groupes armés à l'est de la RDC

A l'issue d'une rencontre avec son homologue congolais, Félix Tshisekedi, en marge du deuxième forum de Paris sur la paix, le président français a fait savoir que Paris allait aider Kinshasa à hauteur de soixante-cinq millions d'euros dans le cadre d'un contrat de développement et de désendettement du pays.

Reçu le 12 novembre au Palais de l'Élysée, Félix Tshisekedi est sorti rassuré de voir la France revenir en pointe dans son pays. « La France est pleinement engagée aux côtés de la République démocratique du Congo (RDC) pour lutter contre les groupes armés qui déstabilisent le pays » et qui, « pour certains, pactisent avec Daech » (le groupe État islamique), a déclaré le président français à l'issue de l'entretien à l'Élysée. Il a précisé que cette coopération prendrait une dimension



Emmanuel Macron et Félix Tshisekedi à l'issue de leur entretien à l'Élysée, le 12 novembre. Crédit photo : Ian Langsdon/Pool/AFP

**«Investir soixante-cinq millions d'euros pour accompagner le travail de modernisation et de transformation de la RDC du président Tshisekedi»**

militaire, notamment « en matière de renseignement », sans entrer dans les détails. Le chef de l'État français a également appelé « tous les pays de la région », principalement le Rwanda et l'Ouganda, à « être engagés aux côtés du président Tshisekedi dans ce combat très important ». L'armée congolaise mène régulièrement des opérations contre

les Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe rebelle musulman accusé du massacre de centaines voire de plus de mille civils dans la région de Beni, depuis octobre 2014.

Le groupe État islamique a revendiqué certaines de leurs attaques depuis le début de l'année, mais il n'y a pas de preuve irréfutable d'une affiliation des ADF au

« groupe État islamique - province d'Afrique centrale ».

Au palais présidentiel français de l'Élysée, Félix Tshisekedi s'est dit « heureux de voir la France revenir en pointe ». Il a déclaré : « Je veux que la France soit beaucoup plus présente en ce moment en Afrique », en disant préférer le terme « coopération » à celui d'« aide ». « Quand un ami

a des difficultés, on l'aide », a-t-il résumé, en évoquant le soutien français. Emmanuel Macron a indiqué son intention de se rendre en RDC, « dans la deuxième moitié de 2020 », après le sommet France-Afrique prévu en juin à Bordeaux, en France.

Il a précisé avoir signé avec son hôte « le deuxième contrat » de développement bilatéral, qui verra la France « investir soixante-cinq millions d'euros pour accompagner le travail de modernisation et de transformation de la RDC ». Il portera précisément sur l'éducation, la santé, la francophonie et la préservation de la forêt.

Arrivé à Paris le 10 novembre, Félix Tshisekedi, en compagnie de son épouse Denise Nyakeru Tshisekedi Tshilombo, a multiplié, en marge du forum, des contacts économiques et reçu la diaspora congolaise dans la salle Doc Pullman à Aubervilliers, près de la capitale française. Il a continué son voyage européen en Allemagne pour rencontrer le président allemand, le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, la chancelière Angela Merkel et les parlementaires.

Marie Alfred Ngoma avec l'AFP

## ENJEUX POLITIQUES

## Cadres et militants de la coalition FCC-Cash ne parlent pas le même langage

La discordance entre les différentes bases au sein de la plate-forme politique au pouvoir est diamétralement opposée à la sérénité affichée par les dirigeants, au point de faire craindre une rupture avant le terme de l'accord de gouvernance.

Les actes d'intolérances politiques survenus le week-end dernier, dans la province du Lualaba, à l'est du pays, entre les partisans du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et ceux de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), tous membres de la coa-

lition au pouvoir, ont depuis lors relancé le débat sur l'opportunité de cette alliance.

Les regrets des protagonistes n'auront pas suffi à faire tomber totalement la tension qui demeure visible dans les deux camps. Les communications des cadres du PPRD et de l'UDPS

tendant à rassurer l'opinion sur la bonne santé de la coalition Front commun pour le Congo (FCC)-Cap pour le changement (Cash) laissent certains observateurs perplexes quant à l'avenir. Car la sérénité affichée par les dirigeants de cette coalition contraste avec les nombreux ap-

pels au divorce lancés par leurs bases respectives depuis la signature de l'accord de gouvernance. Le malaise qui a désormais transcendé les limites de la ville de Kinshasa s'étend jusqu'aux sphères lointaines de l'ex-Katanga, suscitant au passage de mauvais souvenirs. Des voix se sont levées à Lualaba pour exiger le retrait des portefeuilles ministériels accordés à l'UDPS.

La démarche a été sans succès auprès de la hiérarchie du PPRD qui se veut respectueuse des accords. Ainsi, le nouveau ménage à deux affiche sa ferme volonté de marcher la main dans la main afin de faire face aux problèmes de la République. L'on évoquerait même un renforcement de l'alliance PPRD-UDPS d'ici à l'horizon 2023, soutenant que les événements d'autrefois ont démontré qu'au lendemain de chaque crise, la coalition s'en est toujours tirée à bon compte, chacun des partenaires étant satisfait

du partage du gâteau.

C'était déjà le cas lors de la répartition des postes aux bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi qu'au gouvernement. La rue avait grondé mais la coalition n'avait pas été pour autant bousculée. Ces nouveaux événements, pense-t-on, auront finalement comme effet de réajuster la distribution des postes dans les entreprises publiques. Par-delà tout, les actes d'intolérance enregistrés expriment, à première vue, le manque d'implication des différentes bases des partis au pouvoir dans les engagements pris par leurs cadres mais aussi un état d'esprit disposant les uns à observer une adversité permanente vis-à-vis des autres et vice-versa. Car le PPRD et l'UDPS sont demeurés des frères ennemis pendant près de vingt ans et le changement est très difficilement accepté dans un camp comme dans l'autre.

Jeannot Kayuba



Des militants de l'UDPS au siège du parti

## RIPOSTE CONTRE EBOLA

# Le deuxième vaccin contre la maladie sera utilisé dès ce jeudi

L'information a été donnée par le coordonnateur de la lutte contre l'épidémie, le Pr Steve Ahuka Mundeke, au cours d'une conférence de presse animée en partenariat avec Médecins sans frontières/ France, le 12 novembre, à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Johnson & Johnson, le deuxième vaccin contre la maladie à virus Ebola, vient compléter le premier, rVSV-Zebov, fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck, en cours d'utilisation en stratégie de ceinture et qui a déjà sauvé plus de trois mille personnes à ce jour. Son

Le produit sera administré en intramusculaire en deux doses avec un intervalle de cinquante-six jours, avec pour cible les adultes et les enfants de plus de douze mois. « Ce vaccin possède une forte réponse immunitaire et sa dose a l'avantage d'augmenter cette réponse

**« Ce vaccin possède une forte réponse immunitaire et sa dose a l'avantage d'augmenter cette réponse en la rendant plus durable afin de protéger la population contre une éventuelle épidémie à la maladie à virus Ebola »**



La vaccination permet de protéger la population contre la maladie mortelle d'Ebola

utilisation à partir du 14 novembre dans deux aires de santé de Karisimbi, à Goma, notamment à Majengo et à Kahembe, va précéder son lancement officiel qui interviendra dans les jours à venir.

en la rendant plus durable afin de protéger la population contre une éventuelle épidémie à la maladie à virus Ebola », a indiqué le Dr Hugo Kavunga, membre du consortium qui s'est oc-

cupé de l'étude de ce vaccin. Il a, en outre indiqué que toute personne est éligible à ce vaccin, y compris les enfants âgés de plus d'un an, même les femmes enceintes et allaitantes. Par ailleurs, pour les femmes en âge de procréer, elles seront d'abord soumises

à un test de grossesse avant l'administration du vaccin. « Celles qui n'en voudront pas seront toujours vaccinées. Les femmes enceintes seront suivies », a dit la coordonnatrice du projet de vaccination à Médecins sans frontières/France, le Dr Véronique

Urbaniak, au cours de la conférence de presse. Notons que le vaccin Johnson & Johnson, encore appelé Ad26.Zebov/MVA-BN-Filo, est d'origine belgo-américaine. Il a déjà été utilisé en Sierra Leone, en Ouganda et bientôt au Rwanda.

*Blandine Lusimana*

## AFRIQUE FRANCOPHONE

## Un atelier se penche sur le blanchiment des capitaux dans l'immobilier

Le rôle et la responsabilité des agences immobilières dans la lutte contre le fléau ont été passés au peigne fin au cours de la rencontre organisée récemment en Guinée Conakry, à l'intention des sections nationales de Transparency international.

L'objectif de la session a été de mettre en place des stratégies communes pour endiguer le blanchiment des capitaux dans l'immobilier qui prend de proportion inquiétante, faisant fuir au continent mensuellement de millions de dollars. En effet, des professionnels au cœur d'échanges financiers et des agents immobiliers sont spécifiquement impliqués contre cette pratique. Mais l'Afrique francophone est à la traîne dans cette lutte.

Au cours de l'atelier régional de Conakry, les participants venus de différents pays ont partagé leurs expériences sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et des mécanismes mis en place pour lutter contre la fuite de l'argent en Afrique. L'immobilier est considéré

depuis belle lurette comme un secteur de prédilection de blanchiment des capitaux, où des transactions financières sont de plus en plus importantes. Aussi des agences immobilières sont-elles obligées d'exiger tous les documents y afférents avant l'exécution d'une quelconque opération, afin de prévenir les risques de participer à une affaire illégale.

Les grandes villes de la République démocratique du Congo (RDC), par exemple, sont envahies par des constructions à hauteur, des bâtisses qui naissent comme des champignons. Leurs promoteurs, pour la plupart des sujets étrangers ressortissants du Proche et Moyen-Orient, opèreraient souvent en toute violation des lois de la République.

En effet, ce boom immobilier observé depuis une décennie à Kinshasa n'a jamais favorisé la baisse du prix de logement ; bien au contraire, le coût du loyer dans ces immeubles quasiment inhabités est très élevé, un citoyen modeste ne pouvant pas se permettre le luxe d'y habiter. Cependant, aurait-on appris, des montants faramineux seraient déposés dans des banques à titre des loyers.

Pour une certaine opinion, on serait en face d'un réseau de blanchiment des capitaux, bien structuré dans le secteur immobilier congolais, bénéficiant des avantages des banques et de la protection des autorités du pays, dont certaines sont également épinglées dans les rapports d'experts internationaux qui les accusent de

dissimuler leur fortune mal acquise dans les projets de construction ou d'achat d'appartements à l'étranger.

Pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, la RDC a connu des avancés en adoptant la loi sur la lutte contre le blanchiment et en créant la Cellule nationale des renseignements financiers (Cenaref), a expliqué la déléguée de la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) à l'atelier de Conakry, Mireille Kima. Cependant, a-t-elle souligné, la Cenaref accuse certaines faiblesses dans son fonctionnement. Elle ne dispose pas de moyens financiers conséquents pour enquêter et poursuivre les allégations de blanchiment des capitaux, sans parler de la mainmise

des politiques sur sa gestion. Ces deux éléments majeurs à la base du dysfonctionnement de cette structure, a-t-elle ajouté, font depuis un temps l'objet de plaidoyer mené par la Licoco auprès des décideurs nationaux. Dans cette lutte, la Licoco est soutenue par ses alliés du Réseau des parlementaires africains contre la corruption, afin de doter la Cenaref d'une forte autonomie de gestion et bien conduire sa mission en toute indépendance.

Notons que les participants à l'atelier de Conakry ont convenu, parmi les engagements pris, de mener un plaidoyer pour l'adoption d'une loi spécifique afin de renforcer la lutte contre le blanchiment des capitaux dans le secteur immobilier.

*Martin Engimo*

## DEVOIR DE MÉMOIRE

# Un atelier en Belgique fait un zoom sur l'histoire de l'Afrique centrale

Une rencontre intitulée « Afrique centrale : quand les mémoires interrogent l'histoire » a été animée récemment par la guide Claire Poinas, inaugurant la nouvelle activité à destination des élèves de fin d'école secondaire, âgés entre 16-17 ans, du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) à Tervuren.

Quinze élèves ont participé à l'atelier sur l'histoire d'Afrique centrale tenu pratiquement en un peu plus de deux heures. Claire Poinas a expliqué au Courrier de Kinshasa que cette initiative tient au fait que le MRAC était autrefois une vitrine de la colonisation et ses collections ont été rassemblées principalement pendant cette période. Ainsi, « même s'il a été rénové, il reste étroitement lié à la colonisation », a-t-elle indiqué, ajoutant que le nouvel atelier portant sur l'histoire de l'Afrique centrale fait un zoom sur la colonisation de cette partie du continent.

L'objectif, a-t-elle poursuivi, est de changer les idées reçues, faire comprendre aux élèves la place réelle de la colonisation dans l'histoire de l'Afrique. « Le but, c'est que les élèves se rendent compte que la colonisation n'est qu'une petite partie de l'histoire de l'Afrique centrale. Même si souvent en Occident les gens associent l'histoire de l'Afrique à la colonisation... ou à l'antiquité égyptienne, etc. », a-t-elle souligné. « Il est extrêmement important de le fixer dans les esprits quitte à leur montrer que l'histoire n'a pas attendu la venue des Européens. L'Afrique a sa propre histoire », a soutenu Claire Poinas. L'atelier a été réalisé à l'aide de six bandes dessinées (BD). Le choix de ce support, a signifié Claire Poinas, s'est imposé comme



Les bandes dessinées servent de supports pédagogiques à l'atelier de l'histoire

porte d'entrée car « beaucoup de jeunes connaissent mal ou pas l'histoire coloniale ». La BD, selon elle, « est une narration, une histoire dessinée, écrite, assez simple à aborder à partir de laquelle les élèves sont invités à glaner des informations dans les salles d'histoire du musée. Ils tissent celles qu'ils ont reçues au musée avec celles des BD pour se faire une idée plus complète

d'une thématique historique ». Les histoires personnelles touchent Si en général les élèves ne connaissent pas grand-chose du sujet et n'ont pas d'attente particulière, néanmoins il est clair que ces adolescents en visite sont sensibles aux injustices, la violence et l'exploitation, des thématiques abordées dans l'exposition permanente.. Comme exemple

type, la guide a évoqué l'histoire d'amour entre un homme blanc et sa ménagère congolaise, racontée dans un extrait de «Le singe jaune» de Barly Baruti. Cette BD parmi les six choisies pour l'atelier parle du fruit de cette union, un enfant placé dans un orphelinat. « Des histoires personnelles comme celle-là, de la ségrégation des enfants métis rejetés de part et d'autre de la société, touchent

beaucoup les élèves », a admis Claire Poinas. Un procédé qui, a-t-elle dit, s'oppose à la pensée de la société multiculturelle actuelle où le métissage est bien perçu.

Elle a rapporté que l'atelier a été clôturé sur une discussion autour de l'interdiction ou non de « Tintin au Congo », BD également utilisée au moment de la visite. « Tintin au Congo est une compilation d'idées reçues, de stéréotypes sur le Congo qu'Hergé a remis dans sa BD », a-t-elle rappelé, faisant savoir que les classes multiculturelles sont pour l'interdiction de cette oeuvre mais a-t-elle renchéri :

« Il faut la laisser, la contextualiser avec un préambule. Il me semble déplacé de mettre ce type de bande dessinée dans les mains des jeunes enfants. Elle doit s'appréhender comme un document historique ».

L'atelier d'histoire conçu avec le concours de Kalvin Njall Soiresse, du collectif Mémoire du Congo et lutte contre les discriminations, ainsi que d'autres guides du musée, est une expérience récente. Il a ouvert ses portes le 15 octobre après avoir été soumis à la critique de pédagogues, inspecteurs et enseignants. Il a commencé par des tests préliminaires organisés avec quelques classes avant le tout premier tenu le 7 novembre.

Nioni Masela

## SÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

## Une réunion va évaluer les actions déjà menées

La rencontre qui se tient ce 14 novembre à Kinshasa, au croisement des avenues Kabinda et Mushie, à Lingwala, permettra de retracer le chemin parcouru et d'envisager d'autres actions à entreprendre dans l'avenir.

La réunion est convoquée par le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (Miss-RDC), qui appelle ses membres à y participer. En plus de l'évaluation des opérations menées par l'armée dans la partie est du pays, cette association entend également évoquer la situation de Fizi-itombwe.

Depuis le premier semestre de l'année en cours, en effet, Miss RDC mène un plaidoyer visant à amener le gouvernement à s'investir pour la paix dans les territoires de l'est du pays. Ce mouvement a adressé des lettres ouvertes et des mémorandums au chef de l'Etat et au gouvernement dans lesquelles, il a rappelé les promesses de campagne faites par Félix-Tshisekedi d'y installer son état-major pour pacifier ce coin de la République. Ces mêmes promesses ont également été faites alors qu'il était déjà investi comme chef de l'Etat. Le MISS avait aussi organisé un sit-in devant le bureau du président de la République, au Palais de la nation, réclamant la tenue de ces promesses et des actions concrètes pour la paix dans ces provinces.

Lucien Dianzenza

## NORD-KIVU

## La province se dote d'un texte de loi protégeant les défenseurs des droits humains

L'édit voté par l'assemblée locale est déjà soumis au gouverneur provincial pour sa promulgation, avant son entrée en vigueur.

Le Nord-Kivu est en passe de devenir la deuxième province de la République démocratique du Congo (RDC), après le Sud-Kivu, à se doter d'un texte portant protection des défenseurs des droits humains (DDH). Le document de quatorze articles a été adopté à l'unanimité, le 11 novembre, par la plénière de l'assemblée provinciale.

Le député provincial, Mbenze Yotama, membre de la commission politique, sécuritaire, administrative et juridique de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, a affirmé sur radiokapi.net que cet édit va promouvoir la liberté d'action aux DDH, qui sont constamment menacés par des services ou forces de sécurité. « Nous ne sommes pas sans ignorer ce qui est une réalité en RDC. Les exemples de Floribert Chebeya et beaucoup d'autres acteurs activistes, qui ont été arrêtés pour avoir dénoncé certaines injustices. Nous avons cru qu'il eût fallu avoir quatorze articles qui sont

opposables à tout citoyen congolais », a-t-il indiqué.

Pour les activistes des droits humains évoluant dans cette province cités par la radio onusienne, ce texte les rassure davantage dans l'exercice de leur travail. « Je suis heureux parce que désormais, je vais commencer à servir les paisibles citoyens sans peur. A l'époque, on craignait les autorités par ce qu'on n'avait pas un cadre juridique qui protégeait les DDH au Nord-Kivu », s'est réjoui Pierre Katembo, membre de la Synergie Tuteteye haki Zetu, une plate-forme regroupant une quarantaine d'organisations de défense des droits de l'homme.

Rappelons que sur le plan national, une proposition de loi protégeant les DDH a été également soumise au parlement pour adoption. Mais depuis la législature dernière, les défenseurs des droits de l'homme fustigent la léthargie manifestée par les deux chambres pour étudier ce texte. Un des DDH, le président

national de l'organisation Assistance aux personnes vulnérables et enfants du Congo (l'Apvec), Maïck Lukadi, s'est lancé dans un plaidoyer pour amener députés et sénateurs à programmer l'étude de ce texte au cours de la session en cours. Dans cette action, il cite en exemple certains pays africains qui se sont déjà dotés d'une pareille loi dans leurs arsenaux juridiques.

Motivé par le geste posé par les assemblées provinciales des deux Kivu, Maïck Lukadi exhorte les députés nationaux à « sortir ce projet de loi des tiroirs » et de l'étudier en priorité. « Le travail des DDH ne bénéficie pas seulement à ceux qui sont dans l'opposition ou au peuple. Même ceux qui sont revêtis de la puissance publique ont, dans une certaine mesure et dans certaines circonstances, besoin des DDH, surtout que personne ne reste éternellement au pouvoir », a fait savoir le président de l'Apvec.

L.D.

## LINAFOOT/LIGUE 1

## V.Club piétine, DCMP désormais deuxième derrière Mazembe

Les fortunes ont été diverses, le week-end dernier, pour différents clubs au championnat national de football.

L'AS V.Club n'a pas pu battre le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi, le 10 novembre, au stade des Martyrs à Kinshasa, en match en retard de la huitième journée de la vingt-cinquième édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Sorti d'une défaite contre l'AS Nyuki au stade de l'Unité de Goma, V.Club se devait de remporter ce match afin de baisser un peu la tension des supporters et même au sein du staff dirigeant. Pourtant, après une nette domination dans l'entrejeu, les Dauphins noirs de la capitale ont logiquement ouvert la marque à la 45e mn par le Ghanéen Mumuni Zakaria. Il a profité d'une erreur de sortie du gardien de but Siadi Baggio des Viets de Lubumbashi pour le dribbler et marquer le but. Mais, au retour des

vestiaires, les joueurs de Papy Kimoto ont pressé très haut, misant sur l'impact physique pour gagner la bataille du milieu de terrain. A la 67e mn, Kikwama Mujinga, transfuge du Daring Club Motema Pembe (DCMP), a égalisé pour les Cheminots sur penalty.

Ce résultat de parité a mis à nu la crise qui couve au sein de l'AS V.Club. Signalons que, le staff technique dirigé par Florent Ibenge a été suspendu bien avant cette rencontre. Aussi a-t-on aperçu l'ancien attaquant international de V.Club et même de Lupopo, Yves Diba, reconverti en entraîneur, sur le banc des Dauphins noirs. Le bilan n'est pas reluisant pour le club dirigé par le général Gabriel Amisi Kumba « Tango Four ». En onze matchs déjà joués, V.Club ne compte

que cinq victoires, cinq résultats d'égalité et une défaite et totalisent vingt points. L'on apprend même que des joueurs accuseraient des arriérés de salaire.

Dans une autre rencontre comptant pour la neuvième journée, l'AS Rangers et le Racing Club de Kinshasa (RCK) se sont séparés sur le même score d'un but partout. Ntumba Libanza a été le buteur de RCK, à la 7e mn, avant l'égalisation de Lelo Amfumu pour les Académiciens de Rangers, à la 21e.

#### Bonne opération pour DCMP...

La bonne opération du week-end est à mettre à l'actif du DCMP, vainqueur à Kinshasa de Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi par trois buts à zéro, en match de la huitième journée.

Vinny Bongonga a signé un doublé, à la 7e et 13e mn, avant que le milieu ivoirien, Junior Abou Koné, ne donne le coup de grâce à la 63e mn. Vinny Bongonga devient le meilleur buteur du championnat avec huit réalisations, à une longueur de l'attaquant international, Jackson Muleka, du Tout puissant Mazembe qui a déjà sévi à sept reprises au cours de cette saison. Ntumba Libanza du RCK, Joël Beya de Don Bosco et Lelo Amfumu de Rangers ont chacun six buts. A la suite de cette victoire, DCMP devient deuxième du championnat avec vingt-et-un points en neuf matchs, la première place étant échue jusque-là à Mazembe. Le même dimanche au stade Frédéric-Kibassa de Lubumbashi, le FC Lubumbashi Sport a pris le dessus sur le FC Renaissance

du Congo par deux buts à un, en match comptant pour la dixième journée. Les joueurs de Kiki MLakengele ont pourtant été les premiers à ouvrir la marque à la 44e mn par Imana Lote. Mais Kazadi Zadio a égalisé pour les Kamikazes du Grand Katanga à la 55e, reprenant de la tête un corner de Kateng. C'est la deuxième défaite du club orange en terre lushoise après la déconfiture face au FC Saint-Eloi Lupopo. Le capitaine Eric Kabwe a marqué le but de la victoire de Lubumbashi Sport à la 68e mn.

Et au stade de l'Unité de Goma, le club local de Dauphin noir a subi la loi de Maniema Union de Kinshasa, vainqueur par zéro but à un, en match de la onzième journée. Nzau Mbuangi alias Ginola a inscrit l'unique but à l'heure de jeu.

Martin Engimo

## CAN 2021

## La RDC à pied d'œuvre avant d'accueillir le Gabon

Vingt-quatre joueurs au total ont répondu à l'appel du sélectionneur des Léopards, Christian N'sengi Biembe, pour les deux premières journées des éliminatoires de la compétition continentale prévue dans deux ans au Cameroun.



Les Léopards à la première séance d'entraînement, le mardi 12 novembre 2019, au stade des Martyrs à Kinshasa

La République démocratique du Congo (RDC) offre son hospitalité, ce 14 novembre au stade des Martyrs à Kinshasa, au Gabon, avant d'être reçue, le 18 novembre, à Banjul, par la Gambie. Les trois derniers joueurs à rejoindre le groupe sont arrivés mardi, notamment le défenseur central Marcel Tisserand de Wolfsburg, en Allemagne; le jeune gardien de but Timothy Bruce Fayulu du FC Sion, en Suisse; et le défenseur central Chancel Mbemba de Porto, au Portugal.

Attendu aussi pour rallier Kinshasa, l'ailier Yannick Bolasis a déclaré forfait à cause d'une douleur à la cuisse ressentie après le match, le week-end dernier, avec son club Sporting du Portugal. Avant lui, Glody Ngonda avait été obligé de ne plus venir à cause aussi d'une blessure. Et Gaël Kakuta,

qui pourtant a joué tout le match le week-end dernier lors de la défaite d'Amiens face à Rennes (un but à trois), n'avait pas figuré sur la liste des vingt-cinq joueurs retenus pour ces deux matchs. On avait alors indiqué qu'il avait décliné la sélection, de commun accord avec le staff technique, pour soigner une douleur à la cheville durant la trêve internationale.

Qu'à cela ne tienne, les Léopards sont donc à pied d'œuvre pour ces deux matchs. « Nous voulons améliorer ce que nous avons fait pendant les matchs de préparation, mais le public doit s'attendre à un bon match. Nous nous efforcerons d'arracher la victoire. Le Gabon ne vient pas comme un oiseau sur le chat. Le match reste ouvert, mais nous allons mettre les chances de notre côté puisque nous jouons chez nous », a

confié le sélectionneur Christian N'sengi, à la fin des deux premières séances d'entraînement le 12 novembre.

Absent lors de la phase finale de la dernière Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Egypte, le milieu offensif Neeskens Kebano (Fulham/D2 Anglaise) a retrouvé l'ambiance de la sélection, déjà lors des deux matchs amicaux Fifa en octobre dernier contre l'Algérie et la Côte d'Ivoire. « Ça fait du bien de revenir, nous sommes une famille, surtout que j'ai fait plus de cinq ans, je fais partie des anciens. Ça fait toujours plaisir de jouer pour le pays. On se doit de bien commencer chez nous, on a un bon groupe, homogène, avec des joueurs de qualité. Ce ne serait pas un match facile », a-t-il laissé entendre.

Martin Engimo

## CAF-C2/PHASE DES POULES

## DCMP dans le groupe C

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé, le 12 novembre en son siège au Caire, en Egypte, au tirage au sort de la phase des groupes de la dix-septième édition de la Coupe de la Confédération.



DCMP de Kinshasa

L'événement a eu lieu en présence du président de la CAF, Ahmad Ahmad, avec à ses côtés, Fatma Samoura, secrétaire générale de la Fédération internationale de football association. Le représentant de la République démocratique du Congo, le Daring Club Motema Pembe (DCMP), qualifié à ce niveau de la compétition au dépens de Gor Mahia du Kenya, y revient après une longue absence de plus de cinq ans. Le club vert et blanc de Kinshasa se retrouve dans le groupe C avec Renaissance Berkane du Maroc, club finaliste malheureux la saison dernière; Zanaco de Zambie, habitué des joutes africaines interclubs, et ESAE du Bénin.

Le groupe A se compose d'Al Masry et Pyramids d'Egypte, Rangers du Nigeria et Nouadhibou de Mauritanie. Dans le groupe B, il y a Bidvest Wits d'Afrique du Sud, El Nasr de Libye, Djoliba de Mali et Horoya de la Guinée. Le groupe D se constitue de San Pedro de la Côte d'Ivoire, Hassania Agadir du Maroc, Enyimba d'Abuja du Nigeria et Paradou d'Algérie.

M.E

## CHALLENGE EWA NETWORK

# La liste des projets retenus sera connue le mois prochain

Dispositif destiné au financement des projets des femmes entrepreneures au Congo, le challenge a été lancé en octobre dernier, avec un appel à projets dont le dénouement est prévu pour décembre.

Basé à Pointe-Noire, Ewa network est un réseau de femmes actrices du développement qui a pour objectif d'aider les femmes à prendre leur place et à

**«Le challenge est ouvert à toutes les femmes. La seule condition est que le projet soit réalisé au Congo-Brazzaville.**

**Pour ce premier challenge, nous avons jugé essentiel de travailler avec des partenaires techniques, notamment la Chambre de commerce de Pointe-Noire et l'IECD, qui sont des structures habilitées à aider les femmes à monter leurs projets»**

développer leur potentiel. Conscient des difficultés des Congolaises à déployer leurs projets dans le pays, ce réseau a initié le challenge Ewa network, pour leur permettre de réaliser leurs micro projets dans tous les domaines.

Ewa network se propose de soumettre des business plans de femmes aux investisseurs et organismes

de crédit pour obtenir un financement des projets jugés pertinents et rentables. «Le challenge est ouvert à toutes les femmes. La seule condition est que le projet soit réalisé au Congo-Brazzaville. Pour ce premier challenge, nous avons jugé essentiel de travailler avec des partenaires techniques, notamment la Chambre

de commerce de Pointe-Noire et l'IECD, qui sont des structures habilitées à aider les femmes à monter leurs projets», a indiqué Mireille Ngazo, présidente d'Ewa network. Les inscriptions à l'appel à projets pour ce challenge ont eu lieu du 2 octobre au 2 novembre. Une dizaine de projets a été reçue. Ceux qui seront retenus pour-

ront bénéficier d'un financement accordé par des structures comme l'APNI, la Fédération des Muco-dec, la Banque postale, l'ambassade de France et un réseau de business angel (les personnes qui se sont engagées à financer les projets des femmes). Par ailleurs, espérant qu'il y aura d'autres sessions du challenge Ewa network l'année prochaine, Mireille Ngazo a encouragé les femmes qui n'ont pas postulé à se préparer à cette occasion. Celles qui sont intéressées par le réseau peuvent s'inscrire en ligne sur son site internet ([www.ewanetwork.org](http://www.ewanetwork.org)).

Notons que les activités d'Ewa network se déclinent en trois pôles: le pôle atelier renforcement, le pôle accompagnement à l'entrepreneuriat et le pôle autonomisation de la femme.

*Lucie Prisca Condhet N'Zinga*



# ADIAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



## CAN SÉNIORS HOMMES DE HANDBALL

# Vingt-et-un Diabes rouges présélectionnés

Le président de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), Jean Claude Ibovi, a officiellement lancé, le 11 novembre au gymnase Nicole-Oba, les séances d'entraînement de l'équipe nationale, en prélude à la Coupe d'Afrique des nations (CAN), challenge Denis-Sassou-N'Guesso.

Logée dans le groupe D en compagnie des sélections marocaine, algérienne, sénégalaise et zambienne, la formation congolaise affûte déjà ses armes afin de réaliser une bonne performance à la vingt-quatrième édition de la compétition, prévue du 16 au 26 janvier 2020 à Tunis, en Tunisie.

Après avoir assisté à la première séance, Jean Claude Ibovi a invité les athlètes à

**«Nous nous mettons déjà au travail en tenant compte du programme modifié puisque nous avons désormais un retard de dix jours. Avec un peu de sérieux de la part des athlètes et de l'accompagnement des autorités, nous pouvons faire mieux »**

élever leur niveau de jeu en fournissant plus d'efforts. C'est la condition sine qua non, a-t-il dit, pour réaliser l'objectif du Congo de terminer parmi les sept meilleures équipes afin de participer à la Coupe du monde de la discipline.

Pour Martin Ignoumba, di-

recteur technique national de la Fécohand, l'équipe doit travailler tous les jours en vue de rattraper le retard de dix jours. «Nous nous mettons déjà au travail en tenant compte du programme modifié puisque nous avons désormais un retard de dix jours. Avec un

peu de sérieux de la part des athlètes et de l'accompagnement des autorités, nous pouvons faire mieux », a-t-il précisé.

Il a, en outre, ajouté que le travail du premier jour a porté sur la remise en condition à travers un match de soixante minutes et une

séance d'endurance.

Notons que le groupe A est composé de l'Égypte, de la République démocratique du Congo, de la Guinée et du Kenya. Quant au groupe B, il est constitué de l'Angola, du Gabon, du Nigeria et de la Libye. En ce qui concerne le groupe C, il est composé du tenant du titre et pays hôte (Tunisie), du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Cap Vert.

Liste des Diabes rouges présélectionnés

Dominique Bokoli, Glenn Sorel Mopiti Moubombo, Ariane Malapet Itoua, Christian Mabingui, Daeny Grace Abambi, Grace Borel Issassi, Fred Oke Yoka, Herman Adouki, Kevin Nkounkou, Davin Doum Douniama, Jean René Mfouyoua, Rubench Malonga, Mbou Bouyé, Dhuman Moulounda Mabalé, Davy Atsa, Nances Tchiloemba Yao, Urnes Faldy Samba, Michel Ekiniabeka, Destin Ngakosso, Feric Batantou et Ludovic Magna.



Les Diabes rouges suivant les conseils du staff technique après leur première séance d'entraînement

Rude Ngoma

## CAN U-23

## Les derniers matchs de groupes débutent ce jeudi

Les rencontres Egypte-Cameroun puis Mali-Ghana ouvriront la série des matchs de la troisième journée de la phase de poules de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se déroule du 8 au 22 novembre, au Caire, en Égypte.

Le pays organisateur, premier du groupe A, affrontera son dauphin, le Cameroun, ce 14 novembre au Caire. Devant un public acquis à leur cause, les pharaons ne feront que remplir les formalités puisqu'ils sont déjà qualifiés avec six points, grâce à leurs victoires face au Mali et au Ghana.

Les Lionceaux du Cameroun (quatre points) sont tenus de faire un exploit sinon le tout se jouera au goal average, en cas de victoire du troisième, le Ghana (un point), face aux Maliens qui sont d'ores et déjà éliminés avec zéro point au terme de deux matches. Les rencontres du groupe B, qui mettront aux prises, le 15 novembre, le Nigeria à l'Afrique du Sud puis la Côte d'Ivoire à la Zambie, laissent planer la suspense. En effet, dans ce groupe mené par l'Afrique du Sud (quatre points), le Nigeria et la Côte d'Ivoire (trois points) ainsi que la Zambie (un point), les équipes ont encore leurs chances intactes pour être qualifiés en demi-finale.

Le duel cent pour cent anglophone entre le Nigeria et l'Afrique du Sud fera sûrement tomber l'un des géants

du football continental. Les deux équipes étaient au podium de la dernière édition de la compétition. Le Nigeria est le tenant du titre et son actuel adversaire avait occupé la troisième place. Les deux nations sont obligées de terminer au podium afin de conserver leur honneur, mais seule l'une d'entre elles devrait intégrer l'avant dernier carré, sauf si le score de l'autre match joue en leur faveur.

La Côte d'Ivoire et la Zambie, pour leur part, vont se donner à fond puisque le vainqueur pourrait valider son ticket pour la demi-finale, sauf si le Nigeria et l'Afrique du Sud se neutralisent. A ce moment, les deux équipes, les mieux placées en termes de goal average, fileront pour cette prochaine étape.

La bataille reste âpre, puisque l'enjeu principal de cette compétition est la participation aux prochains Jeux olympiques. En effet, les deux finalistes et le vainqueur du match de classement (troisième place) seront qualifiés pour représenter le continent à Tokyo, en 2020.

Rude Ngoma

## FOOTBALL

## Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

## Groupe A

Mignon Ndingha était titulaire lors du match nul obtenu par Drancy chez les Lusitanos de Saint-Maur (2-2).

Sans Trey Vimalin, la réserve de Reims bat Mulhouse (3-1).

Bobigny chute à domicile face à Bastia (1-2), malgré la titularisation de son deuxième meilleur buteur (8 buts) Pythocles Bazolo.

Joël Ngoya, milieu de terrain de 17 ans, est resté sur le banc lors de la victoire de la réserve de Lille chez le voisin de Croix (0-1).

## Groupe B

Ronald Bafounta et Wil Césaire Matimbo ont pris place sur le banc lors du succès de Granville face à l'ESSG (1-0). Le premier est entré à la 88<sup>e</sup>, tandis que le second n'est pas entré en jeu.

Kévin Mouanga et la réserve d'Angers sont tenus en échec par Saint-Brieuc (0-0).

## Groupe C

Blois est défait à Sète (0-2). Daniel Moutala et Jean Bertrand Badia Mouanga étaient titulaires. Averti à la 46<sup>e</sup>, le premier a été remplacé à la 83<sup>e</sup>, tandis que le second a cédé sa place à la 73<sup>e</sup>.

Saint-Pryvé-Saint-Hilaire s'incline à Colomiers (1-4). Titulaire, Fulgency Kimbembé est sorti à la 86<sup>e</sup>. Alexandre Obambot, averti à la 37<sup>e</sup> et remplacé à la 82<sup>e</sup>, disputait son premier match avec l'équipe. Il a joué en défense centrale.



Double pour Jean-Bryan Boukaka lors du carton de Saint-Priest face à la réserve de l'OM (DR)

## Groupe D

Saint-Priest cartonne la réserve de l'OM (5-1).

Titulaire et capitaine, Jean-Bryan Boukaka a inscrit un doublé, sur deux pénalités aux 47<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup>. Ancien Rennais totalise désormais 5 buts cette saison. En défense centrale, Romaric Ngouma était associé à Juvrel Loumingou. Ce dernier a été sanctionné d'une main dans sa surface qui a abouti au penalty de la réduction du score phocéenne. Notons les absences de Christopher Bitsamou et de Niels Nkounkou.

Louhans-Cuiseaux bat la réserve de Lyon (3-1). Avec Kévin Mingoua aligné en défense centrale.

Camille Delourme